



DM-2026/029

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU MAIRE

Place Joseph Claussat – Raccordement eau potable – CAM-CYCLE DE L'EAU

Le Maire de Royat,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 5211-1, L 52112, L 2122-22 et L 2122-23,

VU le Code de la commande publique, et notamment ses articles R2100-1 à R3381-4, applicable à compter du 01/04/2019 concernant la passation des marchés publics,

VU le décret n°2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du code de la commande publique relatives aux seuils et avances,

VU la Délibération du Conseil municipal D2023-074 en date du 13/12/2023 donnant délégation à M. le Maire d'un certain nombre de compétences,

VU la proposition de la Direction du Cycle de l'Eau de Clermont Auvergne Métropole, en date du 03/12/2025,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prévoir le raccordement à l'eau potable de la fontaine place Joseph Claussat de la ville de Royat,

CONSIDERANT que cette dépense sera inscrite au budget primitif 2026 du budget principal de Royat,

DECIDE

Article 1 : La Direction du Cycle de l'Eau de Clermont Auvergne Métropole sise Antenne Berthelot – 58 Bd Berthelot 63000 CLERMONT-FERRAND, est retenue pour la réalisation d'un raccordement à l'eau potable de la fontaine place Joseph Claussat de la ville de Royat, pour un montant de 1 898.50 € HT soit **2 278.20 € TTC**.

Article 2 : Les caractéristiques et le contrat sur les bases précitées sont annexés à la présente décision.

Article 3 : Ampliation de la présente décision à :

- Monsieur le Trésorier Principal Clermont Métropole
- La Direction du Cycle de l'Eau de Clermont Auvergne Métropole
- Mme la Directrice Générale des Services pour exécution.

Fait à Royat, le 06/03/2026

Le Maire,

Marcel ALEDO



Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification, par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr.